

I.

ACCORD SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS : LES POSITIONS ACTUELLES

1. Évolution récente des positions américaine et soviétique

À la première séance de travail de la conférence, M. Alton Frye, du *Council on Foreign Relations*, à Washington (D.C.), a été le premier orateur. Il a soutenu qu'à ce stade-ci de l'histoire, les chefs des deux superpuissances mondiales, MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, avaient une occasion sans précédent de renverser la course aux armements nucléaires. M. Frye a cité des modifications importantes ayant été apportées aux positions des deux superpuissances, modifications qui, selon lui, autorisent un certain optimisme pour les négociations de Genève.

Le président Reagan a fait campagne en 1980 en promettant de restaurer la suprématie militaire des États-Unis sur l'Union soviétique. En 1984, il s'est ravisé, après avoir constaté qu'aucune des deux parties ne pouvait devancer l'autre sensiblement sur le plan stratégique. En outre, M. Frye a fait observer qu'après avoir déposé, à l'origine, des propositions manifestement non négociables, le gouvernement Reagan a peu à peu fait preuve d'une plus grande souplesse et offert des compromis plus réalistes.

L'Union soviétique a elle-même effectué un certain nombre de changements récemment, et M. Frye voit également là des motifs d'optimisme. M. Gorbatchev s'est affirmé comme étant un chef compétent, et il a su prendre des initiatives nouvelles pour relancer le processus de limitation des armements. Par exemple, les négociateurs soviétiques, délaissant leur argument original à savoir que la recherche associée à l'Initiative de défense stratégique (IDS) était interdite par le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM), ont récemment admis que ce dernier ne stipulait rien de tel. Ils ont aussi précisé qu'il était possible de définir les *limites* d'une telle recherche, en reconnaissant que le déploiement d'appareils spatiaux de surveillance pourrait être acceptable, mais certainement *pas* les essais dans l'espace de lasers ou d'autres armes à faisceau. L'Union soviétique a aussi reconnu ouvertement la distinction existant entre les arsenaux des superpuissances et ceux des puissances nucléaires (indépendantes), nommément la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Finalement, l'URSS a présenté pour la première fois son propre plan de réduction des armements.